

**Question orale de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de la
Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des
Télécommunications et de la Poste, sur "l'intégration de la notion de 'smart
cities' dans le plan national d'investissement"**

Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, un article de *La Libre Belgique* paru le 31 mars dernier fait mention de l'intention du gouvernement d'intégrer la notion de *smartcities* dans le plan national d'investissement destiné à relancer notre économie. Ces villes intelligentes poursuivent les objectifs d'amélioration de la qualité des services urbains et de l'optimisation de leurs coûts en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Monsieur le vice-premier ministre, l'utilisation des NTIC en milieu urbain est-elle déjà envisagée pour des situations spécifiques? Quelles seraient les principales difficultés au développement de *smartcities* en Belgique? Je pense en particulier aux régions les plus éloignées que les grandes métropoles belges.

Alexander De Croo, ministre: Madame Jadin, l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication se développent de plus en plus au sein de notre société. Dans nos villes et dans nos maisons, on en retrouve partout et elles font partie intégrante de notre quotidien. Plusieurs initiatives se développent au niveau belge. On voit éclore plusieurs projets locaux, comme en Wallonie avec les lumières LED intelligentes modulables en fonction du trafic et des conditions météorologiques, qui équipent progressivement toutes les autoroutes wallonnes. Ces lumières intelligentes, qui remplaceront l'actuel éclairage, sont jugées plus performantes, plus économiques et plus écologiques. La lumière ne sera, dès lors, coupée qu'en continu sur le réseau wallon et son intensité variera en fonction des impératifs. De son côté, la ville d'Anvers a le projet de placer des centaines de capteurs sur des poubelles, les conduites d'eau, les places de parking ou les chaudières des habitants. Ces capteurs-senseurs seront connectés à Internet et permettront de collecter les données qui faciliteront le quotidien.

Les senseurs dans les poubelles tiendront à l'œil le remplissage et pourront donc être d'une certaine utilité pour guider les collectes tandis que les capteurs dans les canalisations analyseront la qualité de l'eau et interviendront en cas de risques d'inondations.

Les capteurs dans les chaudières permettront aux citoyens de mieux gérer leur consommation d'énergie et les capteurs situés dans les parkings signaleront en temps réel, les places disponibles, faisant gagner ainsi un temps précieux.

À Bruxelles, la ville développe une stratégie globale qui s'articule autour de quatre défis répondant à des enjeux clés du développement régional: une Région connectée, durable, ouverte et sécurisante.

Le Smart City Institute fait partie de l'Institut académique de l'HEC Liège qui ambitionne de stimuler la recherche, l'information, ?? et l'entrepreneuriat dans le domaine de la ville intelligente. Selon une étude réalisée par cet institut, de mai à octobre 2016 dans 589 communes en Belgique, il apparaît globalement que les projets de mise en œuvre des *smart cities* sont difficiles à implémenter dans les communes belges.

Cette étude identifie trois grands obstacles à la mise en œuvre d'un projet *smart cities*: la disponibilité des moyens financiers, l'expertise insuffisante dans l'administration et la complexité de la mobilisation et de l'implication des différentes parties prenantes. Le Pacte national pour les investissements stratégiques, présenté en mars 2017, vise à pallier une série de ces obstacles.

Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, je constate, également dans ma petite région, que si l'on veut implémenter les beaux projets évoqués par le ministre, on se rend compte, dans la pratique, que l'expertise administrative est parfois insuffisante et que l'on est confronté à une certaine réticence et des manques de moyens.

Cependant, cela ne doit pas empêcher les décideurs politiques de poursuivre dans ce sens, afin de développer notre économie mais aussi d'améliorer nos performances énergétiques. Ces enjeux sont importants et je soutiendrai le ministre dans ses projets permettant de développer ces techniques, y compris dans ma région.